

TRADUCTION DU PREMIER MAGAZINE RADIO

« UKURI GUTEGURA AKAZOZA »

(La vérité sur le passé qui prépare l'avenir)

Indicatif de début + Texte de l'Indicatif: « La vérité !!!! » (2 fois - Voix féminine)
« **La vérité sur le passé qui prépare l'avenir** ». C'est une émission qui vous donne l'opportunité de parler de la vérité sur le passé dans l'optique de la réconciliation.

Voix masculine «**La vérité sur le passé qui prépare l'avenir**», une émission préparée par le Studio Ijambo en collaboration avec la Radio Isanganiro.

FIN DE L'INDICATIF

Journaliste (Aloys Niyoyita) : Amis auditeurs et auditrices du Studio Ijambo, amis auditeurs et auditrices de la Radio Isanganiro, bonjour et bienvenues à l'écoute de l'émission **(une voix féminine) : «La vérité sur le passé qui prépare l'avenir».**

Cette émission est la première d'une série préparée par le Studio Ijambo en collaboration avec la Radio Isanganiro.

Pont :

Journaliste (Aloys Niyoyita) : Dans cette série d'émission, nous suivrons et vous informerons au fur et à mesure des activités en vue de la mise en place des mécanismes de justice transitionnelle dont la Commission Vérité et Réconciliation chargée d'enquêter sur la vérité à propos des crimes du passé et avec pour objectif d'aider les Burundais à se réconcilier. Nous suivrons également le processus de mise en place d'une Cour Pénale Spéciale qui sera chargée de juger les coupables des crimes de génocide, des crimes de guerre, et des crimes contre l'Humanité. Cette émission donnera la parole aux Burundais de différentes couches pour qu'ils expriment leurs points de vues sur ce processus. Rappelons que tous ces mécanismes de justice transitionnelle ont été prévus par les accords de paix que les Burundais ont signés à Arusha en Août 2000.

Vous direz, peut-être, que le temps écoulé depuis la signature de l'accord de paix jusqu'à aujourd'hui est long. Et vous vous demandez si ça ne serait pas déjà lettre morte vu tout ce temps passé ainsi que les étapes déjà franchies dans le processus de paix et la mise en place des institutions élues ainsi que les forces de sécurités intégrées?: Pas du tout !

Dans son discours à la nation du 31 décembre 2006, le Président de la République Pierre Nkurunziza est revenu sur l'importance de la Commission chargée d'enquêter et de donner la vérité sur le passé afin d'aider les Burundais à se réconcilier :

Extrait du discours du Président de la République à la nation ce 31 décembre :

«Il y a des commissions prévues par la constitution du Burundi. Elles seront toutes mises sur pied au courant de cette année. Ces commissions apporteront

leurs contributions dans les domaines : économiques, social, sécuritaire. Une commission sera chargée de faire la lumière sur la vérité sur le passé de notre pays. Une commission vérité et réconciliation sera mise sur pied..... »

Journaliste (Aloys) : Silvère NTAKATUTIMANA (Journaliste co-producteur), vous dites qu'un pas a déjà été franchi dans la préparation de la mise en place de ces mécanismes ?

Silvère (journaliste): Merci Aloys NIYOYITA.

En date du 28 août 2000, à Arusha, les responsables politiques burundais ont en effet signé un accord de paix. Cet accord prévoit la mise en place d'une Commission Vérité et Réconciliation ainsi que d'une commission internationale chargée de faire des enquêtes sur les crimes de génocide, les crimes de guerres et les crimes portant atteinte aux droits de l'homme commis depuis l'indépendance du Burundi pour que les coupables soient punis.

Au mois de juillet 2002, le président de la république de l'époque, le Major Pierre BUYOYA, a écrit une lettre au secrétaire général de l'ONU dans laquelle il demandait la mise en place d'une commission internationale chargée d'enquêter sur tous les crimes.

Au cours de cette même année, le conseil des ministres a étudié un projet de loi mettant en place une Commission Vérité et Réconciliation, lequel projet a par la suite été approuvé par le Parlement Burundais. Nous sommes en avril 2003. Présenté au sénat, les membres de cette chambre ne se sont pas mis d'accord sur certains points et le gouvernement a retiré ce projet de loi.

Au début de l'année 2004, le président du conseil de sécurité des Nations Unies a adressé une correspondance au secrétaire général de cette institution dans laquelle il lui demandait de désigner une délégation qui viendrait au Burundi pour étudier l'opportunité d'y envoyer une équipe internationale chargée d'enquêter sur les crimes commis.

Des envoyés spéciaux conduits par un vice - secrétaire général des Nations Unies chargé des questions politiques, monsieur **TULIYAMENI Kalomo** (orthographe est à vérifier) ont été envoyés au Burundi par la suite. En juin 2005 cette équipe a produit un rapport qui a été approuvé par le conseil de sécurité.

Avant la publication et l'approbation dudit rapport, le bureau du président de la république (Domitien Ndayizeye) avait convoqué tous ceux et toutes celles qui voulaient faire partie de la Commission Vérité et Réconciliation pour qu'ils déposent leurs dossiers. Il y aurait eu des centaines de candidatures. Mais le gouvernement du Burundi s'est vite désisté parce que les pourparlers avec les Nations Unies n'avaient pas encore commencé et que les résultats des pourparlers pouvaient tout changer.

En juillet 2005, le gouvernement du Burundi a mis en place une commission qu'il a chargé de négocier avec l'ONU. Cette commission était dirigée par l'ambassadeur NTAHUGA.

Du 26 mars jusqu'au 02 avril 2006, l'Organisation des Nations Unies a envoyé une deuxième délégation pour continuer de négocier avec la délégation gouvernementale. Cette équipe dirigée par M. Nicolas Michel avait pour but d'arriver à un accord global se référant au premier rapport dirigé par TULIYAMENI Kalomo.

Malheureusement les deux délégations ne se sont pas entendues sur certains points. Deux mois plus tard le gouvernement du Burundi a demandé qu'il y ait d'autres pourparlers que ces derniers se déroulent à Bujumbura. Depuis lors, les négociations semblaient être bloquées parce que la délégation gouvernementale ne s'était pas entendue avec celle des NU sur certains points.

Un autre round de pourparlers serait prévu au courant de ce mois de février 2007 entre la délégation gouvernementale et celles des NU qui attend que le gouvernement Burundais en confirme la tenue.

Les questions qui seront étudiées sont celles-là mêmes qui avaient été à l'origine de divergences dont la question de l'amnistie générale, des crimes de guerre, les relations entre la Commission Vérité Réconciliation et le Tribunal de Justice chargé de punir les crimes de génocide, les crimes de guerre et les crimes portant atteinte aux droits de l'homme.

Journaliste (Aloys): Dans cette première édition nous parlerons du sujet suivant:

Une voix féminine : «**Dans l'accord de paix signé en 2000, les politiciens ont demandé la mise en place d'une Commission Vérité et Réconciliation. Pourquoi l'ont-ils jugé pertinente? Tenant compte de l'évolution politique et sécuritaire actuelle, cette commission est-elle encore pertinente?**»

Journaliste (Aloys) : Trois ans seulement après que le Burundi ait eu son indépendance en 1962, une série de tueries et de massacres qui ont endeuillé les familles et le pays s'en est suivie. Les dates et les années les plus citées sont entre autres 1965, 1972, 1988, 1991 et l'année 1993. Quand tu interrogues les sources ou lis les écrits sur l'histoire du Burundi, tu entends ou lis des versions contradictoires. Et très souvent, tout dépend de l'ethnie de la personne ressource. Des experts étrangers ont écrit ou produit des rapports sur les guerres au Burundi et leurs conséquences comme Whitaker, Martin Ushlid, Simon Ake et des Ongs indépendantes ; ces derniers ont été aussi accusés d'avoir produit des rapports biaisés selon les affinités ou les relations qu'ils auraient avec tel ou tel groupe ethnique.

Ce qui est très sûr, c'est qu'au cours de toutes les années ci haut citées, il y a eu des guerres qui ont emporté des milliers de gens et contraint d'autres à prendre le chemin de l'exil. Et ceux qui sont restés ont gardé des blessures dans l'âme.

Ces personnes dont nous allons écouter les témoignages et à qui nous adressons nos vifs et sincères remerciements pour nous avoir ouvert leurs cœurs ; nous leur avons demandé: « Parlez nous de votre passé tenant compte des guerres de 1972, 1993 réputées pour avoir emporté plus de vies humaines et ont laissé derrière elles beaucoup plus de conséquences que les autres».

Témoignages sur fond sonore (flutte)

Intervenant N° I

Moi j'ai perdu un parent dans la guerre de 1972. J'étais l'aîné de famille, nous sommes restés démunis avec ma mère et mes frères et sœurs que je devais éduquer. Cette guerre nous a beaucoup affectés. Imagine-toi ce que c'est que de perdre ton parent d'une façon hors de tout entendement. Et entendre ce même parent être traité de tous les noms, de traître.....ainsi l'on saura pour la première fois que nous étions des Hutu. C'est un mot que nous n'avions jamais entendu. Et plus tard nous avons appris que notre père était mort parce qu'il était Hutu. Ca a été un choque très profond. Nous avons par la suite commencé à mener une vie très mauvaise.

Perdre un parent qui faisait tout pour la famille!! Oui, nous avons besoin de connaître la vérité. On n'a raconté que parce que quand on les emmenait pour les tuer, on disait qu'ils allaient comparaître devant les juridictions. Nous voudrions alors connaître le contenu de ces procès pour toutes ces personnes. Nous voudrions savoir ce qu'ont été le contenu de leurs plaidoiries ainsi que les verdicts rendus. Qu'est-ce que leur a valu la mort, surtout les crimes qu'ils ont commis et sur qui ils les ont commis.

Ensuite nous voudrions savoir..... parce que quelqu'un qui va comparaître ne subit pas la mort que eux ont subi. En effet, quand on a arrêté nos parents on les attachait avec les cordes comme des chèvres, les mains derrière le dos jusqu'à ce que les coudes se touchent. Pour certains les poitrines craquaient. Si ces gens ont alors comparu et ont été exécutés, nous devrions, tout au moins avoir leurs dépouilles mortelles.

Nous n'avons jamais su si ils ont été enterrés et où on les a enterrés. Nous avons même entendu par exemple qu'à la Ruvubu de Gitega il y a une fosse commune où se trouve notre père. Nous voudrions, tout au moins que l'on nous montre l'emplacement de cette fosse commune pour que nous l'honorions, que nous sachions qu'il y a les nôtres qui y sont enterrés. Ca, c'est vraiment très important.

Intervenant N° II

Moi, où j'en suis, je ne peux plus vous dire à quel degré ces événements m'ont affecté parce que quand j'en parle des larmes coulent. L'histoire serait trop longue à raconter qu'il faudrait chercher un autre temps pour ça. En ce qui concerne les malheurs qui me sont arrivés à moi personnellement, aujourd'hui j'ai fini par y voir les malheurs qui sont arrivés à beaucoup de personnes dans ce pays. Même ceux que je ne connais pas. Quand la guerre de 1993 a commencé, j'étais à Bujumbura avec ma famille nucléaire. Mais

j'avais ma famille à Bukirasazi (une commune à l'intérieur du pays dans la province de Gitega).

Il marque une pose qui exprime une peine.....Comme tu me le demandes je vais te le dire : à ma connaissance, ni mon père, ni mon grand-père, ni moi même, personne n'avait jamais fait de mal à personne vivant dans ce coin. Mais, sauf mon père qui est décédé d'une mort naturelle, tous les autres dont ma mère, ma sœur et le reste de ma famille ont été tous tués exécutés à la machette. Même ma mère qui était âgée de 80 ans. On est venu me rapporter sa mort ici. Ainsi que celle de ses petits enfants dont les dépouilles ont été allongées à côté de la sienne. Ma sœur qui se disait encore jeune a tenté de fuir mais elle a été arrêtée non loin de l'enclos et exécutée. Tout ça c'est la vérité.

Par la suite, vous vous rappelez ce qui s'est passé. Il y a eu beaucoup de problèmes. Il était impossible d'y accéder. Nous n'avons jamais su comment ils ont été enterrés ou s'ils l'ont été au moins. J'ai posé la question à un parent qui est restée là-bas. Il s'agit d'un cousin qui avait adhéré au parti FRODEBU, il avait été caché. Il est encore vivant et habite dans un camp de déplacés ou il croupit depuis tout ce temps. C'est lui qui nous a tout raconté. Parce qu'il a tout vu : comment toute la famille a été décimée, comment ceux qui revenaient des massacres rentraient fatigués et tout ce qu'ils se racontaient.....tu comprends, ça va au delà de la souffrance et des malheurs d'un individu.....Alors maintenant, je ne vais pas en dire très long... là où je n'ai jamais fais du mal, sache que aujourd'hui je n'ai jamais pu y remettre les pieds.

Transition sonore de quelques seconde

Journaliste (Aloys) : Comme nous l'avons annoncé au début de cette émission, nous allons insister sur la nécessité ou non de la Commission Vérité et Réconciliation qui a été demandée par ceux qui ont signé les accords de paix d'Arusha, une commission qui sera chargée de chercher la Vérité sur le passé pour aider les Burundais à se réconcilier. Silvère NTAKARUTIMANA a discuté avec la population rencontrée dans la province de Karuzi sur cette question :

Table ronde à la base (dans la communauté sur les collines) :

Silvère Ntakarutimana: Nous sommes avec trois invités, le premier s'appelle MINANI Célestin, la deuxième s'appelle Léa SIMBANANIYE, le troisième s'appelle Déo NZEYIMANA. Déo et Célestin sont des enseignants à l'école primaire tandis que Léa est une commerçante. Monsieur célestin avez-vous déjà entendu parler de cette commission dont on a longuement débattu dans les pourparlers d'Arusha ?

Minani Célestin : Oui nous en avons déjà entendu parler. On a dit que cette commission viendrait aider les gens à cohabiter encore. Et la façon dont ils pourront se pardonner sur le mal qu'ils se sont faits mutuellement.

Ntakarutimana Silvère: Et vous Léa, avez-vous déjà entendu parler de cette commission ?

Simbananiye Léa : Oui, certainement, j'en ai entendu parler à la Radio.

Ntakarutimana Silvère: Et toi Déo ?

Nzeyimana Déo: Cette commission d'Arusha, ce dont on a parlé, c'était qu'elle aidera les personnes, c'est à dire les victimes et les bourreaux à se réconcilier, puissent se réconcilier et vivre ensemble.

Ntakarutimana Silvère: Déo, tu viens de dire que cette commission pourra aider les gens à se réconcilier, pourquoi doivent-ils se réconcilier ?

Nzeyimana Déo : Il faut que les gens se pardonnent mutuellement et se réconcilient, vraiment.

Ntakarutimana Silvère : Vous avez entendu ce que vient de dire Déo, que cette commission permettra aux Burundais de se réconcilier et se défaire de toute peur de l'autre. Dis-moi Léa, depuis que l'on en parle, quelle idée as-tu de cette commission ?

Simbananiye Léa : Ce que je pense de cette commission, c'est qu'il faut qu'elle soit mise sur pied très rapidement. Parce que actuellement il y a des gens qui ont peur de retourner sur leurs collines d'origine à cause de ce qui s'est passé. Mais dès qu'ils se seront parlés et réconciliés ils pourront rentrer sur leurs collines. Quant à la commission il faudrait qu'elle écoute nous même la population quand ils vont commencer les écoutes. Parce que nous la population avons tout vu. Et nous avons quelque chose à dire. Que chacun accepte ce qu'il a fait.

Ntakarutimana Silvère: Célestin, vous avez entendu ce que Léa et Déo viennent de dire, ils ont dit que cette commission est importante, qu'en pensez-vous ?

Minani Célestin: Cette commission est nécessaire mais ce n'est pas ce qui est important actuellement. Moi je crois que le gouvernement devrait d'abord s'occuper de la faim qui sévit actuellement. Et si la faim diminue, l'on pourrait alors commencer le travail de cette commission.

Ntakarutimana Silvère : En bref, pour Célestin, cette commission n'est pas l'urgence actuellement ; Qu'en pensez-vous ??

Simbananiye Léa: Pas du tout. Ce n'est pas cette commission qui est la cause de la faim actuelle. Par contre, si cette commission vient et parvient à réconcilier les Burundais, si tout le monde peut donner son avis sur les problèmes de ces guerres au Burundi, on pourrait trouver la solution pour la famine parce qu'il y a des gens qui se trouvent encore dans les sites des déplacés, certains ont peur de rentrer parce que, disent-ils, ceux qui nous ont causé du tort sont encore dans les collines et on a peur de rentrer de peur d'être tué. En réalité, si la commission est installée et que les gens sont réconciliés tout le monde pourra rentrer sur les collines et commencer à cultiver, la pauvreté diminuera.

Aujourd'hui la pauvreté s'accroît parce beaucoup de gens ont peur de rentrer cultiver. Moi je suis d'avis qu'il faut que cette commission soit installée le plus rapidement possible pour que ces discussions commencent dans les meilleurs délais.

Ntakarutimana Silvère: Léa, si cette commission est mise en place, sur quoi devrait-elle placer son urgence ?

Simbananiye Léa : Si cette commission venait à être mise sur pieds, elle devrait travailler avec beaucoup d'ardeur pour une réconciliation effective de tous sans considération ni de région ni d'ethnie. Ils devraient travailler dans le sens de réconcilier tous les burundais.

Ntakarutimana Silvère: Monsieur Célestin, quelle serait la tâche de cette commission prioritairement, d'après toi ??

Minani Célestin: Au cas où la commission était mise sur pieds, je propose que les membres de la commission sillonnent tout le pays pour consulter toute la population et recueillir les avis de la population et leur entendement du concept de la réconciliation.

Ntakarutimana Silvère: Pourquoi insistes-tu sur la part de la population ?

Minani Célestin : Parce que, en grande partie, c'est cette population qui souffre des conséquences des guerres.

Ntakarutimana Silvère: Déo, d'après toi, je te pose la même question, que devrait être le travail urgent de cette commission si elle était mise en place ?

Nzeyimana Déo: Il lui faut à tous prix réconcilier la population. Qu'elle permette un cadre d'échange d'idées de la population.

Ntakarutimana Silvère: Déo, es-tu Hutu ou Tutsi ?

Nzeyimana Déo: Je suis Tutsi.

Ntakarutimana Silvère: Et toi Léa ?

Simbananiye Léa : Je suis Hutu.

Ntakarutimana Silvère: Et toi célestin ??

Minani Célestin : On me dit que je suis Hutu.
(Rires pendant quelques secondes)

Ntakarutimana Silvère : Nous continuons notre émission, « La vérité sur le passé qui prépare l'avenir », Aloys NIYOYITA discute sur cette même question avec trois invités; le premier c'est Térance SINUNGURUZA du parti UPRONA. Ce parti a participé aux

négociations et a même signé l'accord de paix, le deuxième c'est Frédéric BANVUGINYUNVIRA, il est le vice président du Parti FRODEBU, un parti qui a aussi participé aux négociations et a signé l'accord de paix. Le troisième, c'est Louis-Marie NINDORERA. Il travaille avec l'ONG Global Right. Cette ONG suit de très près toutes les tractations entre le gouvernement et les Nations Unies pour la mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation. Aloys Niyoyita commence par poser la question à ses inviter de savoir pourquoi les négociateurs d'Arusha ont demandé qu'il y ait une Commission Vérité et Réconciliation. Écoutons la réponse de Thérèse SINUNGURUZA :

Thérèse : L'accord sur cette commission est intervenu après que les représentants des partis politiques présents à Arusha eurent passé plusieurs jours dans des discussions. Parce qu'il était clair que ceux qui étaient présents aux négociations, répartis dans les deux groupes G 7 et G 10 ne s'entendaient pas sur les responsabilités dans les crimes commis au Burundi depuis 1962 jusqu'à ce jour où nous avons signé. C'est ainsi qu'ils se sont entendus de chercher une commission compétente qui pourra le faire. Ainsi nous nous sommes entendus sur sa composition, sur qui en fera parti, sur quelle est son organisation, comment faire pour qu'en premier lieu les Burundais, qui d'habitude ont chacun leur vérité sur ce qui s'est passé, puissent avoir une seule vérité au Burundi.

Tout au long de ces négociations les tutsi ont fait porter aux hutu la responsabilité de tous les crimes. Et vice versa, les Hutu faisaient porter la responsabilité de tous les crimes aux Tutsi. Mais les spécialistes de l'histoire du Burundi avaient compris qu'en réalité c'était question de solidarité négative entre ethnies, mais que plutôt ce qui pourrait aider les Burundais et les Burundaises étaient que la vérité soit mise en lumière, et ce sur tout ce qui s'est passé en empruntant les expériences vécues dans d'autres pays qui ont fait que la vérité soit connue et ont aidé les cœurs des gens à se sentir apaisés.

Niyoyita Aloys : Bamvuginyumvira Frédéric, le parti Frodebu a participé aux pourparlers et a signé l'accord de paix. La question est la même ?

Bamvuginyumvira Frédéric: Les raisons sont celles-là mêmes, il les a bien expliquées. C'était que les Burundais, à cette période, n'ont pas pu s'entendre sur une vérité commune qu'ils pourraient s'approprier. Ceux qui ont tué sont connus mais pas par tous les Burundais. Très peu de personnes savent ce qui s'est passé depuis les années 60, 70 et 90. Les politiciens qui ont négocié à Arusha n'ont pas pu s'entendre sur la responsabilité des uns et des autres. Que les Tutsi accusent les Hutu de génocide et vice versa, ils se sont entendu que le génocide serait une accusation très grave dont ils ne pouvaient pas s'accuser gratuitement. Ainsi ont-ils, donc, décidé de faire appel à une équipe internationale pour les aider à trouver une réponse politique. Mais également au cas où l'on découvrirait qu'il y a des personnes coupables des crimes, qu'il y ait un tribunal pour les jugés. C'était cela l'orientation à Arusha.

Niyoyita Aloys: Monsieur Louis-Marie NINDORERA, les précédents intervenants viennent de dire qu'il y a eu un désaccord sur le passé du pays. Ainsi ont-ils demandé

qu'il y ait une commission chargée d'enquêter sur le passé en prenant exemple d'autres pays ; croyez-vous qu'il était nécessaire qu'il négocient cette commission ?

Nindorera Louis-Marie: Certainement oui. Je crois que si vous posez la question aux autres, y inclus des non politiciens, ils répondront tous de la même manière. Je crois qu'ils (les négociateurs) ont parlé au nom de tous les Burundais, les petits et les grands. C'est le désir de tout le monde. Nous avons tous besoin de cette commission. Seulement la grande question c'est comment va-t-on mettre en place cette commission, qui sont les personnes qui en feront parties, c'est ça les questions qui peuvent être objet de divergences.

Niyoyita Aloys: La population que nous avons écouté donne des points de vue divergents, certains disent que cette commission est nécessaire pour connaître ce qui s'est passé, qu'ils ont besoin de connaître où les leurs sont enterrés et pourquoi sont-ils morts ? D'autres disent que ce serait une commission parmi tant d'autres qui serait inutile, qu'en pensez vous ?

Nindorera Louis-Marie : Il ne peut pas manquer de gens qui pensent ou disent ainsi. C'est vrai, il y a eu beaucoup de commissions qui ont été mises sur pieds mais, si je ne me trompe, une pareille commission chargée de mettre la lumière sur les événements passés dans ce pays n'est que la deuxième.

En 1988, il y a eu une commission créée suite aux massacres de NTEGA ET MARANGARA. Cette commission qui était composée par des Hutu et des Tutsi en nombre égal. C'est cette commission qui a décidé qu'il y ait l'Unité Nationale que nous commémorons chaque 05 février.

Mais je crois que pour qu'ils demandent cette nouvelle commission, c'était suite à tout ce qui s'est passé au Burundi. Je pense qu'il n'y a personne qui puisse dire qu'il serait lassé de ce qui a été déjà fait sur cette question. Il n'y a pas beaucoup de choses déjà faites sur cette question de recherche de vérité. C'est pourquoi je pense que beaucoup de Burundais ont soif d'une commission comme celle-là.

Niyoyita Aloys: Frédéric BANVUNGINYUNVIRA, ne serait-elle pas une commission qui viendrait s'ajouter à d'autres, pour causer des dépenses inutiles ?

Bamvuginyumvira Frédéric: Si nous, burundais, pouvions avoir cette force de connaître ce qui s'est passé, nous n'aurions pas besoin de faire appel à aucune autre personne extérieure. Mais puisqu'il nous a été impossible d'admettre notre vérité, nous avons demandé l'aide extérieure. Ce qui n'est d'ailleurs pas une première : je lisais ici qu'il y a eu une commission en 1985 qu'on a appelé le rapport whitaker. Il y a eu un autre rapport en 1994 d'Ongs Internationales. En 1994 et 95, on dit aussi qu'il y a aussi deux ambassadeurs dont M. Ake et Ushlid qui ont produit un autre rapport. Il y a eu aussi une commission d'enquête internationale qui a eu lieu ; tous ces rapports ont parlé du passé de notre pays. Ce qu'on peut se demander, c'est : cette commission pourra-t-elle répondre à nos attentes ?

Niyoyita Aloys: Les rapports dont vous parlez ont été effectivement produits. Mais ils ont été jugés comme biaisés, chaque groupe affirmant que tel rapport montrait seulement la vérité pour tel ou tel autre groupe. C'est à dire que ces rapports n'ont pas été acceptés. Ne risquons-nous pas de voir un même scénario pour cette nouvelle commission ?

Bambuginyumvira Frédéric: c'est aussi une probabilité qui peut arriver. C'est pour cela que c'est une commission qu'il faudrait bien discuter et en étudier les contours pour savoir qu'est-ce qui les emmène, qu'est ce qu'ils viennent faire et même ceux avec qui ils vont travailler. Parce qu'ils peuvent travailler avec des gens qui en fin de compte pourraient les désorienter. Imagine-toi par exemple qu'ils travaillent avec des personnes qui ont eu des responsabilités dans ce qui s'est passé ; cela ne risque-t-il pas de compromettre leur travail !

Niyoyita Aloys: Monsieur Thérance, des commissions ont été mises sur pieds, il y a un rapport qui a été produit par un certain Whitaker, et un autre qui a été produit par des envoyés des Nations Unies, mais ces rapports ont été reçus avec des points de vue divergents. Certains disent qu'ils penchent de tel ou tel autre côté. Cette nouvelle commission ne va-t-elle pas connaître le même sort que les précédentes ?

Sinunguruza Thérance: C'est une question très pertinente. Il est très difficile aux Burundais d'admettre leurs crimes. En effet, il y a eu des rapports produits par des étrangers mais étant donné qu'ils ont cité certaines personnalités, ces rapports ont été par la suite contestés en passant par ce que j'ai dit au début: la solidarité inter ethnique.

Et si nous les Burundais ne voulons pas que la vérité soit connue ce n'est pas cette commission qui nous l'apportera.

Dans l'accord d'Arusha, nous avons voulu que cette orientation de connaître la vérité soit une nouvelle voie. Nous n'avons pas voulu que des étrangers participent dans cette commission !!!! Mais sa nouvelle version est telle qu'il y aura des Burundais et des étrangers. Je voudrai vous dire pourquoi ! Les gens du conseil de Sécurité des Nations Unies avaient dit que même si c'est eux qui devaient parrainer ces discussions ; ils n'allaient pas participer dans cette commission. Mais plus tard ils diront : Tel que nous connaissons les Burundais, ils ne s'entendront jamais si ils travaillent seuls. C'est ainsi qu'ils ont suggéré que des étrangers participent aux côtés des burundais dans cette commission. Même si tu observes ce qui se passe actuellement, tu vois bien qu'il y a une façon de vouloir torpiller les burundais du processus. Ce que nous disons ici vous concerne et nous concerne aussi.

Si vous cherchez à connaître la vérité à travers les gens au pouvoir ou qui viennent de le quitter, ils ont assez de force à ne pas permettre son fonctionnement.

C'est ainsi que je propose qu'en ce qui concerne la mise en place de cette commission le gouvernement devrait être prudent pour que les conclusions auxquelles on aboutirait

soient un consensus de tous. Sinon cette commission risque de connaître le même sort que les autres.

Niyoyita Aloys : Monsieur Louis-Marie, en revenant sur la question de l'importance de cette commission, je vais vous poser la même question, à savoir si ce ne serait pas une commission identiques aux autres ?

Nindorera Louis Marie : Je crois que les craintes qu'ont les gens sont consécutives à ce qui s'est passé dans notre pays. C'est pourquoi des organisations de la société civile demandent avec insistance que tout soit préparé avec le consensus de tous. Préparer un tel projet, c'est une chose très importante plus que même l'aboutissement du dit projet. Généralement, les gens se réveillent le matin et sont mis devant un fait accompli « Une commission a été mise sur pied. » sans qu'ils sachent d'où elle vient, ce qu'elle vient faire Mais tous les Burundais ont besoin de connaître la vérité. Ce que je veux dire c'est qu'avant de mettre sur pieds cette commission : que l'on organise des réunions avec la population, qu'on lui explique sa contribution, voir ensemble ce qui n'a pas marché avant, quels sont les handicaps pour les écarter. Je pense que ceux qui diraient que cette commission n'est pas nécessaire seraient peu nombreux.

Niyoyita Aloys: En définitive, vous dites qu'il est nécessaire que cette commission soit mise sur pied. Vous dites aussi qu'il faut la contribution de la population dans cette entreprise, mais il y a d'autres qui se posent la question de savoir l'opportunité de cette commission actuellement, vu le pas déjà franchi dans le domaine politique et sécuritaire : « Nous avons des institutions démocratiquement élues, une force de sécurité acceptée par tous et mixte ». Ils ont d'ailleurs tendance à dire que cette commission pourrait remuer les plaies ; qu'en pensez-vous ?

Nindorera Louis-Marie : Quand un pays sort d'une guerre, en particulier notre pays où les gens viennent d'endurer 13 ans de souffrances, c'est normal que leur premier souhait soit la paix et la sécurité. C'est ce que tout le monde demande avec insistance. Que ce soit les gens de Ngozi ou de Bururi, les Hutu ou les Tutsi, tout le monde s'en accorde. Mais alors ce qui s'est passé au Burundi, en général, les gens ont toujours eu tendance à dire: «qu'on arrête là, qu'on ne demande pas d'autres choses qui risqueraient de nous faire retourner en arrière».

C'est ce qui s'est passé depuis 1972. Même avant. Ceux qui ont signé les accords d'Arusha ont vu que cette démarche de se contenter de la paix et de la sécurité nous a enfoncé. Nous devrions plutôt leur apporter notre soutien. Sinon nous risquons d'ici 5 ans ou 10 ans de retomber dans la situation antérieure.

Si vous regardez bien, c'est parce que certaines questions n'ont pas trouvé de réponses, c'est parce qu'on n'a pas cherché à connaître ceux qui ont commis ces crimes, c'est cela le grand danger.

Niyoyita Aloys : Monsieur Frédéric BANVUGINYUNVIRA ?

Bamvuginyumvira Frédéric: C'est à dire que la vérité, c'est la vérité. Et même après 100 ans, la vérité reste toujours la vérité. Quoi qu'il en soit personne ne peut suggérer d'abandonner cela parce qu'il est au pouvoir. Toute la population ne se trouve pas au pouvoir ! Il y a une population simple, chez qui rien n'a changé, qui a toujours soif de cette vérité. Ce n'est pas une question pour ceux qui sont au pouvoir. C'est une question de tous les Burundais. Depuis le sommet jusqu'en bas. Nous avons tous perdu des nôtres. Nous avons besoin de savoir ce qui s'est passé. C'est bien de savoir ces choses-là, comment ça s'est passé, savoir où on a enterré les nôtres. Cela est un droit de l'homme.

Niyoyita Aloys: Térance SINUNGURUZA ?

Sinunguruza Thérence: Bon, tu m'as fait peur en posant cette question. Si le gouvernement n'avait pas annoncé récemment que cette question constituera une priorité, ça allait me faire peur de penser qu'il y aurait des gens qui pensent que maintenant ça va, nous nous sommes entendus, nous avons déjà la démocratie et on n'a pas besoin de vérité !

Si la vérité n'est pas mise à nue, on peut même passer des années dans une accalmie, mais plus tard les gens pourront se référer à leur vérité et dire que maintenant c'est notre tour. Ce n'est pas une question à prendre à la légère. Mais la raison pour laquelle je dis que cela m'a fait peur, c'est parce que je sais qu'il y a des gens qui pensent vraiment ça et qui disent qu'on n'a pas besoin de cette commission. Dans les choses les plus importantes qui découlent de ARUSHA, il y a cette commission qui doit très rapidement trouver une réponse. Nous pensons alors que les burundais devraient comprendre cela, que ce soit celui qui a commis ces crimes ou la victime, la seule voie de salut c'est cette commission.

Transition musicale + JINGLE

Ntakarutimana Silvère : Il y a des pays qui ont connu des guerres, des pouvoirs ségrégationnistes, ou des pouvoirs dictatoriaux qui ont emporté beaucoup de vies humaines. Une des solutions qui a été trouvée pour ces pays a été la mise sur pieds d'une commission Vérité et Réconciliation. On pense, par exemple, aux CVR en Sierra Léone et en Afrique du sud.

Docteur Alex Boraine, était le vice président de l'Archevêque Desmond Tutu de la CVR en Afrique du sud. Il nous dit pourquoi de telles commissions sont nécessaires quand les pays sortent d'une guerre :

Alex Boraine: (Il parle en anglais, il est traduit de l'anglais en Kirundi)

Je pense qu'une telle commission est très importante pour deux raisons principales :

Premièrement, quand il y a une guerre civile, des violences ou un conflit, la première victime, c'est la vérité. Chaque partie affirme détenir la vérité. Quand on met sur pieds une commission pour enquêter et donner la lumière sur la vérité et aider à la

réconciliation, cela aide à connaître la vérité ou au moins une grande partie de ce qui s'est passé. C'est une grande raison qui me pousse à dire qu'une commission pareille est très importante. Parce qu'on ne peut pas construire l'avenir d'un pays après une guerre sur des mensonges. Il faut qu'il y ait quelque chose sur quoi tout le monde se convienne, qu'il faut affronter et faire face à l'avenir

Deuxièmement, dans les temps de guerres ou des affrontements entre frères d'un pays, il y a des divisions qui s'enracinent, les gens apprennent la suspicion, la haine ; il y a donc une nécessité d'étudier comment les gens peuvent encore cohabiter, pour rétablir la confiance entre les frères d'un même pays. Dans cette voie, je peux affirmer qu'une commission chargée d'enquêter sur le passé est très importante.

Un exemple : chez nous, en Afrique du Sud, la commission chargée d'enquêter sur le passé, la vérité et la réconciliation, a beaucoup aidé les gens à comprendre les genres de conflits qui venaient de nous secouer, pourquoi il y a eu ces conflits, ceux qui ont causé ces conflits, qu'est ce qui est arrivé à nos proches et amis qu'on a perdu et autres. Ces choses ont beaucoup aidé à la réconciliation en Afrique du Sud. Voilà ce qui s'est passé en Afrique du sud.

Ntakarutimana Silvère : Nous lui avons posé la question de savoir si, au Burundi, une telle commission est nécessaire, si ce n'est pas vouloir copier les autres pays alors qu'on n'a pas le même passé et la même histoire .

Alex Boraine : Je pense que si vous regardez l'histoire de votre pays, les événements et tueries qui s'y sont déroulés pendant les guerres qui s'y sont passées jusqu'à aujourd'hui, vous pouvez constater que les gens n'ont pas d'espoir en l'avenir. Une commission d'enquête sur la vérité et la réconciliation est nécessaire dans votre pays. Cette commission devrait travailler dans la transparence, pas une commission qui cache à la population ce qu'elle serait en train de faire pour que tous ceux qui ont perdu les leurs ou qui ont été victimes puissent parler de ce qui leur est arrivé. Si c'est possible, ce serait bien que ceux qui sont accusés d'avoir commis des crimes comparaissent devant cette commission, pour qu'ils aient un mot à dire. Ainsi la commission aurait les deux côtés de l'histoire.

Quand les gens disent la vérité devant cette commission, cela permet aux gens de se laver et de guérir.

Pour moi, si je vois la situation actuelle de votre pays, je crois qu'il est temps pour les Burundais de sortir des guerres et des divisions, pour qu'ils prennent une nouvelle voie qui guérit. Je pense que cette commission aiderait beaucoup dans ce sens.

Indicatif de fin

Niyoyita Aloys : C'est ici que cette première émission de la série «**la vérité sur le passé qui prépare l'avenir**» se termine. Au courant de la semaine prochaine, nous insisterons sur ce qui suit : «**Quelle vérité, pour quelle fin ?** ». C'est Aloys NIYOYITA et Silvère NTAKARUTIMANA qui vous ont préparé et présenté cette émission. Nous vous disons au revoir et à la prochaine.

Indicatif de fin (La vérité sur le passé qui prépare l'avenir est une émission qui vous est préparée par le Studio Ijambo en collaboration avec la Radio Isanganiro).